



Agir par la Culture

2018

{ANALYSE #10}

L'ÉTAT SOCIAL ACTIF COMME SOURCE DE TOUS NOS MOTS ?

.....
Une analyse de Sarah de Liamchine, *Secrétaire
générale-adjointe de Présence et Action Culturelles*
.....



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

L'ÉTAT SOCIAL ACTIF COMME SOURCE DE TOUS NOS MOTS ?

.....
Une analyse de Sarah de Liamchine, *Secrétaire
générale-adjointe de Présence et Action Culturelles*
.....

Régulièrement critiquée et pointée du doigt dans les médias ou la sphère politique, la *novlangue* décrit une série de pratiques langagières qui permettent tantôt d'atténuer une réalité ou un fait, tantôt d'exercer une réelle manipulation de masse basée sur le changement des représentations et de sens. Ces mots, qui changent nos pratiques autant que notre vocabulaire, s'immiscent également dans le quotidien d'organisations socioculturelles. Outre le langage managérial, une des grandes sources du nouveau vocable provient des politiques de l'État social actif menées en Belgique ces dernières décennies. Mesures et discours dont le secteur associatif militant se méfie pourtant fortement.

Il est courant et quotidien que les manipulations langagières soient repérées et dénoncées quand elles sont utilisées par les représentant·e·s politiques et relayées par les médias. Souvent, le phénomène est plutôt grossier et peu subtil. Lors d'un évènement, les mêmes mots et les mêmes expressions sont utilisés mot pour mot par les élu·e·s dans leurs déclarations pour qualifier ce fait. Ils sont ensuite martelés par les médias afin que notre perception de ce fait soit calibrée et orientée dans le sens voulu, afin de modifier notre perception et notre jugement.

Pour autant, le secteur politico-médiatique n'est pas le seul à pratiquer la *novlangue*, les administrations publiques et le non marchand connaissent aussi leur langue de bois et leurs mots toxiques. Cependant, il est parfois plus compliqué de repérer ces phénomènes langagiers car ils se manifestent différemment dans notre quotidien. Le phénomène n'est pourtant pas nou-

veau, Frank Lepage, fondateur de la SCOP Le Pavé, dénonçait déjà l'usage de la novlangue par le socioculturel dans la conférence gesticulée *Inculture(s) 1* créée en 2006¹. À l'époque, il pointait avec brio l'usage de mots vides, d'expression bien-pensantes, et leurs effets à travers un exercice de discours à la volée aussi drôle qu'inquiétant. Des mots tels que « *projet* », « *vivre ensemble* », « *développement* », « *évaluation* », « *médiations* » y étaient présentés comme des coquilles vides utilisées à toutes les sauces et dans tous les contextes, et visant à gommer les véritables enjeux du secteur social et culturel, rendant flou les forces en présence et les conflits d'intérêts liés. En somme, des mots pour nous empêcher de penser trop, réfléchir assez et lutter efficacement.

Aujourd'hui, les mots critiqués par Franck Lepage sont toujours omniprésents. Ils sont utilisés par les administrations publiques dans les documents d'appel à projets et dans les documents officiels définissant le travail socio-culturel au sens large. Mais, force est de constater qu'ils sont tout aussi abondamment usités dans nos propres discours et productions.

Depuis 2006, le champ lexical de la novlangue associative s'est considérablement étoffé, notamment sous l'influence des politiques de l'État social actif (ESA) et du climat austéritaire qui l'accompagne.

ÉTAT SOCIAL ACTIF : 20 ANS DE VIOLENCE SOCIALE

Les politiques de l'ESA sont mises en œuvre depuis les années 90 en Belgique. Ces politiques sociales se sont développées dans un premier temps dans le secteur de l'emploi et de la remise à l'emploi face à un État providence en crise. Sous couvert d'une « nécessaire » austérité économique, d'une réduction obligatoire de la dette publique et donc des dépenses publiques, il n'était plus question d'octroyer à tous-tes et sans contrepartie l'aide sociale garantie par la sécurité sociale. Les allocations sociales devraient être octroyées uniquement à celles et ceux qui par leur comportement prouvaient leur volonté de se réinsérer sur le marché du travail ou plus largement dans la société active. Peu à peu, les politiques d'emploi ou de réinsertion sociale ont basculé d'un objectif de résultat (trouver un emploi ou retrouver un emploi) à un objectif de moyen (prouver qu'on essaie). Et dès lors, l'accompagnement de ces citoyen-ne-s s'est considérablement modifié. Les politiques publiques d'insertion professionnelle et sociale augmentent la pression sur les individus et se détournent des mesures plus macro d'analyse et d'action sur le marché du travail lui-même. L'important c'est de chercher un emploi, qu'importe si celui-ci existe ou pas.

Cette vision méritocratique de la solidarité sociale s'accompagne d'une série de basculement sémantique et de nouveaux termes qui traduisent un changement relationnel insidieux entre l'État social et ses citoyen-ne-s. Après 20 ans de politiques de l'ESA, travailleur-euse-s sociaux² et universitaires³ énoncent aujourd'hui largement les effets pervers de ces mesures et la violence sociale et institutionnelle qu'elles produisent sur les citoyen-ne-s.

1. Conférence en libre accès vidéo sur le site de la SCOP Ardeur, www.ardeur.net/conferences-gesticulees/conference-gesticulee-franck-lepage-inculture-1

2. Guillermo Kozlowski, Caractérisation de l'État social actif, Collectif Formation Société, <http://ep.cfsasbl.be/Caracterisation-de-l-Etat-social-actif>

3. Pour aller plus loin dans la critique de l'État social actif, nous vous recommandons cette vidéo réalisée en coproduction par l'Université Paul Verlaine-Metz et l'Université Ouverte des Humanités avec notamment Didier Vrancken, chercheur à l'ULG, https://www.canal-u.tv/video/canal_socio/l_etat_social_actif.4492

ACTIF, ACTION, ACTIVATION

Ce nouveau paradigme, cette vision responsabilisante voire culpabilisante de l'aide sociale et de l'accompagnement des personnes en situation de précarité sociale, culturelle ou professionnelle conditionne hélas nos pratiques de terrain, particulièrement quand elles concernent un public dit précarisé.

En effet, il n'est pas rare aujourd'hui de voir dans des descriptifs de projets rédigés par les associations et services publics d'aide ou dans des appels à projets lancés par nos pouvoirs subsidiaires des termes directement issus de cette tendance à la suresponsabilisation des citoyen-ne-s.

Les publics visés par ces projets y sont non plus qualifiés de « citoyen-ne-s » mais de « *bénéficiaires* ». Or, il paraît évident, une fois pointés du doigt, que ces deux termes instituent très différemment la relation entre l'association qui mène un projet et le public qui y prend part. La méthodologie de travail, les outils et les objectifs des dits projets en sont profondément marqués. De plus, ces effets sont perceptibles avant même que le projet commence notamment par la segmentation des publics imposés par les organismes publics. Les associations doivent développer des actions ou des projets pour un « *public cible* » qualifié par son niveau d'étude, par son statut social ou par son acquisition ou non d'une compétence visée comme la maîtrise d'une langue. Dès lors la possibilité pour l'association de penser, construire et développer des actions est fortement cadenassée par ces critères imposés.

De manière identique, on peut soulever l'omniprésence du mot « *coaching* » directement issu du jargon sportif dans les descriptifs de projets ou de subvention. Comme *coach*, on attend des travailleur-se-s sociaux qu'ils aident les citoyen-ne-s à mettre tout en œuvre pour se réinsérer, mais le terme permet surtout d'insister sur la responsabilité de l'individu dans ce travail. Dans le sport, celui qui produit l'effort c'est en effet avant tout le sportif, c'est son job. Dans ce contexte, il est aussi question de « *favoriser l'autonomie* » des « *bénéficiaires* » face aux difficultés qu'ils rencontrent. Et au préalable, chacun doit établir un « *plan d'action* », un « *projet de vie* », une « *stratégie de changement* » qu'il ou elle pourra mettre plus ou moins en œuvre grâce aux associations socioculturelles et aux services publics concernés.

Ici encore, ce basculement sémantique appliqué au secteur de l'éducation permanente pose question : le décalage entre les visées portées par ces politiques et les objectifs définis du secteur sont évidentes. Les missions des associations d'éducation permanente consistent notamment à permettre aux citoyen-ne-s adultes de prendre conscience des réalités de la société, à s'émanciper des différentes aliénations, à poser sur la société un regard critique et le cas échéant à agir collectivement pour y créer un changement jugé nécessaire. Au regard de ces missions, les mots « *bénéficiaires* », « *autonomie* », « *projet de vie* » et « *coaching individuel* » prennent un tout autre sens. Et pourtant, il n'est pas rare que des associations reconnues en éducation permanente soient pour partie subventionnées par des politiques de l'ESA, qu'elles soient régionales ou européennes. De facto, elles sont alors

3. Pascal Durand, *La censure invisible*, Actes Sud, 2006, p.70.

4. Pierre-Luc Brisson, *L'âge des démagogues*, Lux, 2016.

5. Alain Deneault, in *Les Inrocks*, 01/12/2015, En ligne : www.lesinrocks.com/2015/12/01/actualite/comment-les-m%C3%A9diocres-ont-pris-le-pouvoir-11791161

confrontées en leur sein à des orientations politiques différentes, un service travaillant avec des citoyen-ne-s sur leur autonomisation via des méthodes de coaching et un autre sur leur émancipation via un travail de déconstruction critique de la société. Un grand écart périlleux, mais hélas nécessaire, auquel nous sommes nombreux à être confrontés dans le contexte budgétaire actuel.

AGIR EN CONSCIENCE

Malgré ce tableau inquiétant, plusieurs constats s'imposent. Premièrement, il est un exercice nécessaire et utile de faire un travail d'autoscopie⁴ au sein de nos associations pour scruter, cibler et identifier là où, de gré ou de force et bien souvent malgré nous, nous sommes nous-même producteur de novlangue. Il s'agit de faire ce travail en équipe, tous services confondus, pour comprendre pourquoi nous utilisons ces mots, quels sont leurs impacts et surtout quels autres mots ils ont remplacés. Certes, on nous a volé des mots, mais nous en avons aussi abandonné toute une série d'autres par habitude et par conformisme. Une fois mis en lumière, ces mots nous sautent aux yeux et il est difficile de faire fi des réalités sociales qu'ils masquent.

Enfin, il est primordial de ne pas laisser ces mots envahir d'autres sphères que celles dont ils sont originellement issus. Déjà présents dans les descriptifs de projets liés à la réinsertion professionnelle ou sociale, il n'est pas rare aujourd'hui de voir ces termes apparaître dans des offres d'emploi du secteur socioculturel, dans des descriptifs de formation pour les professionnels du secteur ou dans les échanges entre collègues. À force d'utiliser ces mots et d'être confrontés à ces logiques au quotidien, il apparaît que les travailleur-se-s entrent eux-mêmes dans cette même spirale de la suresponsabilisation : à chacun-e de trouver les ressources nécessaires pour mener ses missions à bien, en étant autonome, acteur et actrice de sa carrière, flexible et disponible.

Comme pour les difficultés des publics avec qui nous travaillons, veillons à ne pas faire l'économie d'une analyse critique politique, sociale et culturelle du secteur dans lequel nous évoluons plutôt que d'endosser docilement et individuellement la responsabilité de ses problèmes. Et pourquoi pas s'émanciper collectivement des effets négatifs – y compris lexicaux – de l'austérité et des diètes budgétaires subies par nos secteurs depuis des dizaines d'années au lieu d'en assumer individuellement les dérives ?

4. Autoscopie : technique pédagogique consistant à filmer un sujet qui peut ainsi observer son comportement de l'extérieur. (*Wiktionnaire*)